

Journée d'étude organisée par la Fenamef et Alma France sur le thème

« **Conflits familiaux autour de la personne âgée. Place de la
Médiation Familiale** »

le 11 décembre 2012 à Paris

Extraits du discours d'ouverture de Didier Tronche, Président de la Fenamef, en présence de Madame Michèle Delaunay, Ministre Déléguée auprès des Personnes Agées et de Madame Laurence Dumont, Première Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale

.../...

Quand les solidarités familiales et les solidarités de proximité se délitent, la solitude, la maladie, la dépendance, la perte du conjoint ou d'un proche, l'isolement de la personne âgée sont d'autant plus difficiles à vivre.

C'est de la rencontre de médiateurs familiaux et d'écouter familiaux qu'est née l'opportunité de cette journée de réflexion, de partage d'expériences et de débat. « La rupture du lien familial, la perte de repères et de soutien entraîne souvent des situations de maltraitance et cette dernière n'est pas que physique mais souvent morale, psychologique. Perte d'autonomie, décès du conjoint, survenance de la maladie, soutien au domicile, entrée en institution sont des moments clés où l'équilibre familial est remis en question, où sont ravivés des conflits anciens. Dans des situations de maltraitance aux personnes âgées, l'existence de conflits familiaux est un élément récurrent. Comment donner place et parole à chacun ? ». Nous souhaitons, la Fenamef et Alma France, que cette journée soit une réelle occasion, riche et fructueuse, de débats et le prélude à des collaborations et initiatives dans les régions pour mettre en œuvre, ensemble, des actions concrètes.

.../...

Mais je voudrais profiter, Madame la Ministre, de votre présence et de celle, à vos côtés, de Madame la Première Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale, pour insister sur la responsabilité des hommes et des femmes politiques et sur l'importance et les conséquences des discours qu'ils peuvent tenir. Jouer avec la peur, dans un contexte angoissant et source d'anxiété, est dangereux. Tout ce qui contribue à déplacer la dette sociale vers la responsabilité individuelle contribue à un individualisme dangereux. Cette dérive couvre tous les âges de la vie, de la petite enfance au grand âge. N'oublions jamais que ce qui fait culture, ce qui fait lien, ce qui fait société c'est le « vivre ensemble » et c'est le « vivre ensemble » en ayant le souci de l'autre. Il nous faut donc redonner du tranchant aux solidarités. Aux deux extrémités qui marquent le parcours de vie de chacun, de la naissance à la mort, notre attention doit être en éveil, c'est une question de respect et de dignité.

Or dans ce monde en mouvement, où la complexité remplace le compliqué, nous observons depuis quelques décennies un certain nombre de phénomènes qui doivent nous interroger car ils viennent altérer, si ce n'est contredire, ce que nous avions, sans doute trop rapidement, un temps considéré comme une certitude ou un acquis. Non la logique de progrès ne va pas de pair avec la logique de développement. Il n'y a pas d'égalité ni d'équité face au progrès et face aux formidables avancées technologiques et scientifiques. Les écarts se creusent. Progression de la précarité et des pauvretés, montée des solitudes, accroissement des processus de désaffiliation, délitement du lien social, modification profonde de la structure familiale, montée de l'individualisme et de l'utilitarisme, ... sont autant de constats qui démontrent une altération du « vivre ensemble ». Tout cela interroge aujourd'hui un des piliers de notre démocratie : la solidarité.

Notre société vit une crise de mutation. Cette crise n'est pas qu'économique même si ce facteur n'est pas étranger aux différents symptômes et maux que nous observons. Nous assistons à une crise qui met en péril nos valeurs. Et les valeurs, comme le soulignait Paul Ricœur, sont avec les outils et les institutions un des fondements des civilisations car elles témoignent des rapports que les hommes entretiennent avec les hommes. Nous sommes convoqués à parler de sens et d'éthique.

La pensée libérale, entre autre, a tendance à oublier que si le sujet est un être singulier tout autant que particulier, il ne peut vivre sans la relation à une communauté d'autres car l'existence de la personne, en terme de reconnaissance, passe par cette appartenance au collectif. Tout ne peut se résumer à la glorification de la responsabilité individuelle dans la réussite, à une culture de la performance individuelle, à une injonction à être dans une normalité façonnée par le discours ambiant.

Madame la Ministre, ces dernières années ont été marquées par des discours sans lendemain, induits souvent par l'immédiateté de l'actualité et trop souvent stigmatisant. Je veux profiter de votre présence pour vous demander, qu'enfin, nous ayons des discours politiques témoignant d'engagements réels et se traduisant par des actes concrets. Cela est valable pour toutes les questions relatives au grand âge et aux situations dans lesquelles peuvent se trouver les personnes âgées confrontées à des situations de souffrance physique ou morale mais cela est aussi valable pour toutes les politiques d'action sociale en faveur des personnes en difficultés et ce quel que soit l'origine ou le type de ces difficultés. Nous savons que c'est un engagement au long cours dont la traduction dans la réalité quotidienne sera parfois lente. Les choix qui seront faits pour soutenir un engagement durable seront bien sûr d'ordre économique, et ce n'est pas chose aisée dans le contexte économique que nous vivons, mais doivent aussi reconnaître ce que font les écouter familiaux et ce que peut apporter la médiation familiale. La loi en ce domaine ne suffit pas si les circulaires d'application qui impulsent une conception de l'action publique, ne marquent pas la volonté de la puissance publique d'accompagner le changement et de faire que les choses évoluent. Nous sommes prêts à nous engager, à vos côtés, pour mener toutes les réflexions et actions qui rendront possible cette évolution.

.../...

Introduction de
M. Didier TRONCHE
Président de la Fenamef